

# LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION  
20, rue du XXXI Décembre - Genève  
Téléphone 14.06

ABONNEMENT Suisse..... 6 fr. — par an  
Autres pays. 8 fr. —

## L'Autriche se désagrège

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont demandé l'autre jour un armistice, se déclarant disposées à traiter la paix sur la base du programme de Wilson. Nous ne voulons pas parler de l'Allemagne, ni de son prince « parlementaire » qui, à en juger d'après sa correspondance avec le prince Hohenlohe, serait un gage trop faible pour la démocratisation du peuple et du gouvernement allemands. Ce qui nous intéresse ici, c'est l'illusion de l'autre compère, de l'Autriche, qui croit à la possibilité d'une paix quelconque conclue avec les dirigeants magyaro-allemands. La préface donnée à l'offre du comte Burian, par les députés slaves au parlement de Vienne, le jour même de l'expédition de la note pour l'Amérique, n'est rien moins que la négation pure et simple de l'Autriche-Hongrie. Aucune diplomatie ne pourra changer ce fait, et moins que personne les « zéros autrichiens » le pourront, comme le député Daszinski s'est exprimé dans son dernier discours.

Le député Stanek, parlant le premier, au nom des Tchéco-Slovaques, a tout à fait nié le droit des Habsbourg de faire la paix au nom des peuples asservis. « Depuis longtemps, a dit M. Stanek, nous gémissons sous le joug autrichien. Pas une goutte de sang n'a été versée par nous volontairement pour les puissances centrales. Nos congénères ont cependant formé auprès de toutes les armées de l'Entente des légions tchéco-slovaques et c'est là que nos hommes ont fait couler leur sang pour les idéals les plus élevés de l'humanité. Vous ne parviendrez plus à redresser l'Empire du moyen-âge. Personne ne pourra plus contenir la marche victorieuse du nouvel esprit démocratique, aucun gouvernement autrichien, aucun gouvernement allemand et surtout aucune diplomatie professionnelle, encore moins la note du comte Burian, ni aucune autre tentative des puissants et des autocrates germano-magyars. Le Président Wilson a justement remarqué récemment qu'il ne veut pas causer avec l'Autriche même dans le cas où le gouvernement autrichien accepterait les 14 points de son programme. Il n'est pas du tout étonnant qu'on ne veuille plus prendre au sérieux les puissances centrales et leurs dirigeants. Vos offensives pacifistes sont inutiles : personne ne veut négocier avec vous. Aussi les peuples d'Autriche-Hongrie en ont assez des pourparlers avec vous parce qu'ils savent que vos engagements ne sont pas tenus. Votre but seul et unique reste toujours le même : l'hégémonie magyaro-allemande, la violence sur des peuples non-allemands et non-magyars. Pour un tel but, vous pouvez vous chercher des alliés ailleurs mais pas chez nous. Le sort de la tyrannie allemande et magyare sera décidé plus tôt que vous ne le croyez. Nous voulons réaliser le front des trois Etats slaves : de Danzig par Prag jusqu'à l'Adriatique. La clique arriviste magyare a l'audace de songer à étendre son système d'esclavage aussi sur la Bosnie. Pour mesurer la frivolité de notre gouvernement les moyens de la politique ne sont plus suffisants, c'est la psychopathie et la criminalité qui doivent s'en occuper. Nous déclarons encore une fois, notre solidarité complète avec nos frères yougoslaves, qu'ils soient à Sarajevo, à Mostar, à Ljubljana ou ailleurs. Une Yougoslavie libre, une grande Pologne indépendante et un Etat tchéco-slovaque sont déjà en train de se faire, non seulement mais aussi rangés épaule contre épaule dans un même front de lutte. L'Entente a reconnu les brigades tchéco-slovaques comme une puissance belligérante. On nous a demandé d'élever une protestation contre cette déclaration de l'Entente mais nous n'avons pas voulu le faire. Je l'ai dit ouvertement au Ministre président et si vous voulez je le dirai aussi à l'Empereur.

« Vous n'avez pas voulu nous admettre aux

pourparlers de paix et maintenant vous aurez quand même contre votre volonté les représentants tchèques à la conférence de la paix et notamment les représentants des brigades tchéco-slovaques quoique celles-ci fussent appelées par le chancelier allemand des « canailles ». Mais avec ces « canailles » vous serez obligés de négocier la paix et c'est pourquoi nous ne voulons pas négocier avec vous. Cette question ce n'est pas en Autriche qu'elle sera résolue, mais ailleurs. Si vous acceptez les conditions de Wilson, si les représentants autorisés du peuple allemand et non pas votre bureaucratie déclarent que ces conditions sont acceptées par vous, par les représentants du peuple librement élus, ce n'est qu'alors que vous pourrez avoir la paix sur la base de ces formules. Autrement non ».

Le député Korochec a fait au nom des Yougoslaves, une déclaration semblable : « Les représentants des Slovénes, des Croates et des Serbes, a déclaré M. Korochec, demandent que la question yougoslave ne soit pas résolue à la conférence de la paix sans la participation de tous les Yougoslaves. D'après le droit de libre disposition des peuples, une représentation nationale particulière doit être élue à ce sujet. Les idées du ministre-président Hussarek ne diffèrent pas dans la question yougoslave de celles de son prédécesseur le Dr Seidler. Les Yougoslaves remercient poliment M. Hussarek de toute autonomie. M. Hussarek arrive trop tard avec ses propositions. Par tous les pays yougoslaves retentit un seul cri : la liberté complète ou la mort ! Il n'y a aucun artifice au monde qui pourrait séparer les Serbo-Croates des Slovénes, il n'y a non plus aucun moyen de détacher les Slovénes des Serbo-Croates. A tous ceux qui se sont occupés ces temps derniers de la question yougoslave nous n'avons qu'à donner cette seule réponse : laissez notre sol et notre nation en paix, nous saurons arranger notre maison nous-mêmes. Dans la question de notre union nationale, nous mettons toute notre confiance dans notre force intérieure, dans la force de notre idéal et nous comptons aussi sur l'appui de nos nations sœurs des Tchèques et des Polonais ».

Le député Spintchitch (Croate), s'est exprimé aussi dans le même sens.

Les députés polonais Daszinski, Tertel et Glombinski ont formulé, pour la Pologne, les mêmes réserves et prononcé la même condamnation de l'Autriche.

En présence de cette volonté irréductible des peuples slaves d'en finir enfin avec l'édifice vermoulu des Habsbourg, les Alliés pourraient-ils songer un seul instant à causer avec le fonctionnaire Burian ? C'est une question à laquelle il n'y a qu'une réponse : non, non et non !

### Le Prince Alexandre de Serbie promu général

En suite des victoires sur le front serbe Sa Majesté le Roi Pierre a promu son Altesse le Prince Héritier Alexandre au grade de général. Le gouvernement serbe avait soumis la proposition y relative dès le mois de juin, mais sur le désir du Prince Alexandre, la promotion fut ajournée après la victoire.

Dans l'ordre du jour à l'armée sont relatés les mérites du Prince Alexandre qui durant tout le cours de la guerre ne quitta jamais son armée et son rôle fut prépondérant pendant la période douloureuse de retraite de 1915. Il est mentionné particulièrement qu'il affronta la traversée de l'Albanie malgré une maladie grave et l'opération subie auparavant.

L'opinion publique et l'armée serbes accueillent avec la plus profonde sympathie cette décision du Roi Pierre et du gouvernement serbe, car il n'est pas de Serbe qui n'ait été témoin des actes de dévouement du Prince à la cause de la Patrie.

## Le comte Tisza « il furioso »

C'est le « Jug » d'Ossiak, du 26 septembre, qui explique le mieux ce qui s'est passé à Sarajevo entre le comte Tisza et les délégués de Bosnie-Herzégovine, qui se sont prononcés pour l'union nationale :

« L'ancien député au Sabor de Bosnie Dr Joso Sunaritch, venu aujourd'hui à Zagreb, a raconté aux journalistes l'accueil que le comte Tisza a fait à lui et à ses collègues chargés de lui remettre le memorandum. Le lendemain de cette remise, qui eut lieu par l'entremise de Sola, celui-ci est venu accompagné de Jojkitch, frère Ikith, Sunaritch, Jelavitch, Dimovitch pour chercher la réponse. Le comte Tisza, en uniforme et avec toutes ses décorations, se tenait debout près de la table et ne les invita même pas à s'asseoir. Il déclara d'abord avec emphase qu'il avait lu le memorandum et qu'il ne pouvait être question de convoquer le Sabor de Bosnie, le Reichsrat autrichien suffisant déjà à couvrir la monarchie de honte devant l'étranger. On ne peut parler non plus d'unité avec les Slovénes car leur Dr Korosec est un agent de l'Entente et les Slovénes ne peuvent être tolérés dans l'Etat hongrois. Il faut que les Croates se séparent des Serbes s'ils tiennent à leur existence. La Serbie sera si petite après la guerre que la Bulgarie pourra, quand elle le voudra,

la réduire en miettes. Le memorandum des chefs bosniaques respire l'odeur de Prague et de Lioubliana. L'unité des Croates, Serbes et Slovénes est en opposition avec l'organisation de la monarchie et ne peut être accordée, de même qu'il ne saurait être question de libre disposition.

L'Etat yougoslave n'est qu'un fantôme tant que la Hongrie existe.

En entendant la réponse des Croates et des Serbes à ses paroles, Tisza a été pris d'une telle fureur qu'il a commencé à frapper la table du poing et à crier : Si nous devons périr, je déclare alors que nous sommes maintenant assez forts pour, avant notre ruine, vous détruire tous. C'est un écri imbécile, criait le comte Tisza en frappant sur le memorandum.

Les hommes politiques de Bosnie, n'ont pas voulu répondre à de tels arguments ; ils ont tourné le dos au comte Tisza et sont partis tandis qu'il leur criait encore : « C'est ce que vous pouvez faire de mieux ».

Le comte Tisza aura encore le temps de se montrer furieux. Ce n'est que le commencement et on pourrait lui conseiller de réserver sa colère pour plus tard lorsqu'on commencera à dépouiller la Hongrie des terres étrangères qu'elle s'est appropriées.

UN

## anniversaire douloureux

« La crise bosniaque » par R. Gauvain, un ami des opprimés

L'acte criminel qui fut le prélude certain de la guerre européenne fut commis le 7 octobre 1908 : l'annexion par l'Autriche de la Bosnie-Herzégovine. Nous touchons au dixième anniversaire de ce « mauvais coup diplomatique », de ce viol flagrant du droit international qui restera le démenti le plus cynique du principe des nationalités... A chaque retour de la date fatale, la plaie cruelle saigne de nouveau au cœur des Serbes et leur pensée émue se reporte vers les deux hommes qui, en France, élevèrent la voix en faveur des victimes : Jean Jaurès et Auguste Gauvain. Leur mérite est d'autant plus grand à nos yeux que peu d'hommes joignirent leurs protestations à celles des royaumes serbes indépendants : la Serbie et le Monténégro. L'Europe, en effet, se désintéressait à cette époque du sort des petits peuples des Balkans que l'Autriche-Hongrie absorbait peu à peu ; elle ne comprenait pas le danger terrible que l'avidité des Empires Centraux faisait courir à la paix du monde ; elle se laissait séduire par la « liberté d'agir » que la Triplice accordait respectivement à la France pour le Maroc, à l'Angleterre pour l'Egypte et à la Russie pour les détroits... L'opinion publique admettait alors ce trafic des peuples de gouvernement à gouvernement. C'est ainsi que, comme le remarquait Jaurès, le ministre des Affaires Etrangères de France disait à l'Autriche : « Nous vous passons la Bosnie-Herzégovine à condition que vous nous passiez le Maroc » tandis que la Russie déclarait : « Je t'autoriserai à annexer la Bosnie-Herzégovine à condition que tu me permettes d'établir un débouché sur la mer Noire à proximité de Constantinople. »

Dans l'indifférence générale qui sanctionna le crime de l'Autriche, l'attitude généreuse du grand leader socialiste ne fut pas pour nous surprendre ; mais combien nous fut plus sensible encore celle que prit alors M. Auguste Gauvain ! A l'automne 1908, cet ami de tous les opprimés revint à Paris après quinze années d'Orient pour prendre la direction de la politique étrangère au « Journal des Débats ». La question d'Orient se rouvrit, la crise bosniaque éclata. Il commença une campagne pour le triomphe du droit et de la justice, pour la libération de tous les peuples opprimés. Avec le sentiment intime que les intérêts français dans les Balkans s'accroissent avec l'ardent désir de liberté de tous les peuples que l'Autriche-Hongrie opprime, il suit de près les ma-

nœuvres des Habsbourg dans cet Orient qu'il connaît si bien ; il les dévoile avec une habileté toute diplomatique et les stigmatise avec énergie. « Peu de personnes, dit-il dans la préface de son livre « La crise bosniaque », se rendaient compte des combinaisons qui s'élaboraient en Germanie sous le voile de la courtoisie officielle. On prit pour de l'or pur les fausses pièces de la Wilhelmstrasse et du Ballplatz. C'est ainsi que nous arrivâmes à l'été de 1914 avec la légende d'un Guillaume II pacifique et d'un François-Joseph, vénérable père de ses peuples. »

Combien nous devons aujourd'hui nous féliciter que M. Auguste Gauvain ait eu l'heureuse idée de réunir et de publier en un livre tous les articles qu'il avait écrits il y a dix ans pour la défense de notre cause... Ils sont d'une actualité passionnante malgré le passé déjà lointain auquel ils se rapportent et prouvent avec quelle clairvoyance M. Gauvain sut dénoncer jadis les manœuvres périlleuses des Empires Centraux. La personnalité de l'auteur spécialisé depuis longtemps dans les questions d'Orient, et la hardiesse de sa pensée n'ont pas manqué d'attirer et de retenir l'attention du public. N'est-ce pas un fait rare que des articles conservent après un si grand laps de temps un intérêt d'actualité si puissant que l'on se demande en lisant « La crise bosniaque » s'il est question de l'année 1908 ou 1918 ?

Le mérite de M. Auguste Gauvain est d'avoir compris dès le début que l'annexion de la Bosnie-Herzégovine n'était pas une opération diplomatique simple, mais qu'elle tendait beaucoup plus loin, vers la domination des Balkans, vers la pénétration en Orient. La plus grande partie des hommes d'Etat occidentaux se résignent et laissent les mains libres au « brillant second » de Guillaume II, Seul, M. Gauvain écrit courageusement : « Il était inévitable, prévu que la proclamation de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine provoquerait l'exaspération des Serbes. On dira peut-être que cette exaspération est un peu puérile puisque les Serbes ne pouvaient pas se faire illusion sur le sort des deux provinces. En effet, ces illusions ne sauraient être bien grandes. Toutefois elles étaient une partie de l'âme serbe elle-même. Chimère, peut-être, chimère à la réalisation de laquelle on n'osait croire, mais chimère entrée dans la moelle du peuple. On était sûr, en touchant d'une

main brutale, de faire crier de douleur tout ce qui est serbe. On savait que cette douleur se traduirait en manifestations de colère et de désespoir. On comptait qu'elle se porterait à des extrémités dont il serait facile de faire des griefs...

N'est-il pas frappant que M. Gauvain ait pressenti, il y a dix ans, que cette annexion fournirait aux Empires Centraux le prétexte direct de la guerre actuelle? Pourquoi cette annexion n'a-t-elle pas été pour toute l'Europe un avertissement des terribles événements qui se préparaient? Elle fut pour tous les Yougoslaves le signal du réveil national pour lequel, suivant le mot de Renan « les douleurs valent mieux que les triomphes... ». Elle rapprocha les deux dynasties de Serbie et du Monténégro déjà liées par la race et la parenté et les dressa unies contre l'ennemi commun. C'est ainsi que le Monténégro résista à l'appât d'avantages financiers que lui tendait l'Autriche pour l'attirer à elle. « Le Prince Nicolas, écrit M. Gauvain, ne semble pas le moins du monde disposé à se laisser faire. Il goûte médiocrement la servitude dorée. Depuis des siècles, dans leurs montagnes abruptes, les Monténégrins luttent pour leur indépendance avec une énergie à l'épreuve de tous les maux. La civilisation ne les a pas encore tellement amollis qu'on puisse les atteler sans résistance au char fleuri du baron d'Aehrenthal. Le Monténégro, bravant l'article 29 du Traité de Berlin qui lui interdisait de naviguer sur l'Adriatique, enfreint cette défense et, d'accord avec la Serbie, demande que l'annexion de la Bosnie-Herzégovine soit portée devant le Tribunal International, devant la Conférence des Grandes Puissances. L'Autriche se dérobe et le parti militariste réclame le mandat de l'Europe pour occuper provisoirement la Serbie. La situation s'aggrave et ce n'est guère qu'à l'esprit diplomatique de feu Milovanovitch, ministre des Affaires Etrangères de Serbie, et à la sage résignation de tous les Serbes que la paix est sauvegardée ».

En 1908 nous avons demandé la libération de la Bosnie-Herzégovine; en 1908, notre idéal est l'union et la libération de tous les Serbo-Croates et Slovènes en un Etat indépendant et fédératif. Il y a dix ans, nous, Serbes, étions seuls dans la lutte contre les Empires Centraux, mais nous nous sentions forts, car nous étions unis. Aujourd'hui, nous avons pour nous toutes les sympathies, l'aide matérielle de tous les Alliés, de tout le monde civilisé, mais, hélas! nous sommes si dispersés, si désunis! Pourquoi la sagesse de nos hommes d'Etat ne les amène-t-elle pas à renoncer à la politique de partis, qui trouble l'opinion nationale?

Souhaitons que le retour de cette date douloureuse de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine apaise les querelles de personnes et ramène l'accord d'autrefois.

Souhaitons aussi que l'opinion européenne fasse plus de cas des articles et des livres de M. Auguste Gauvain que jusqu'à présent. Cet écrivain distingué connaît la question yougoslave comme un Yougoslave, les questions d'Orient comme un Oriental. Nul mieux que lui n'a su découvrir les manœuvres des Empires Centraux. Nul, plus que lui, n'a pris la défense des peuples qu'ils oppriment. Ses articles d'information sont de véritables documents que la justesse de ses appréciations doit imposer à l'esprit le plus prévenu.

K. MARITCH.

## L'autre danger

Les victoires récentes remportées sur le front de Salonique ont mis en joie le cœur de tous les Serbes.

C'est un sentiment de légitime orgueil que nous éprouvons en songeant à nos héros, morts et vivants qui, luttant vaillamment pour leur patrie, combattirent en même temps pour les plus nobles buts de l'humanité: la justice et la liberté.

Battus sur le front et obligés de capituler, nos ennemis mirent bas les armes. Ils rendirent leurs sabres, leurs canons et leurs fusils, mais pas leurs couteaux. Car ils ne désarmeront jamais tout à fait. D'autres armes leur restent plus puissantes et plus dangereuses que celles qu'on vient de leur ôter.

Nous connaissons trop bien nos adversaires bulgares pour ne pas ignorer que c'est par ruse qu'ils essaieront maintenant de nous vaincre. Hier encore, ils étaient tous sans exception les ennemis de l'Entente; aujourd'hui ils se diront tous ses amis. Ce sera à qui prouvera le mieux son attachement pour l'Angleterre, son amour pour la France, son admiration pour les Etats-Unis.

C'est pour mettre le monde en garde contre cette nouvelle offensive que nos ennemis préparent en silence, que nous avons pris la plume aujourd'hui. Les émissaires bulgares ne tarderont pas, la branche d'olivier à la main à se rendre dans les pays ententistes et neutres pour y parler de l'Humanité, de la Société des Nations, de la Confédération balkanique. Une fois acquis le droit de parler, ils en useront largement. Ne nous laissons jamais de répéter à nos amis qu'il faut qu'ils se méfient des paroles en apparence inoffensives, des faux apôtres. Ne nous laissons jamais de montrer à nos amis le spectacle de nos pays ravagés, de nos terres fumant encore du sang de nos martyrs, victimes de ces mêmes Bulgares « amis de la paix et de l'humanité ».

Les héros serbes de la première guerre balkanique, de cette lutte sacrée menée en commun contre l'opresseur turc — ceux qui devant Andrinople ont donné leur vie pour agrandir la Bulgarie; ont dû trépasser dans leurs tombes des atrocités et des horreurs commises par les Bulgares trois ans plus tard — sur nos frères et nos enfants dans les pays envahis. Nous devons à nos morts de ne pas oublier les crimes commis par l'ennemi séculaire de notre peuple durant la dernière guerre. Disons bien que ce n'est pas par hasard que nous employons ce terme lorsqu'il s'agit des Bulgares. C'est là un fait bien établi, une vérité historique qui n'a même pas échappé aux étrangers qui ont étudié notre histoire. Les Bulgares nous ayant attaqué au cours des siècles rien moins que dix-sept fois, ont bien mérité le titre que nous venons de leur donner (1).

Nous devons par conséquent exiger, outre les réparations des dommages, la restitution des territoires habités par nos frères de race. L'excès de générosité que nous avons montré jusqu'ici envers les Bulgares a toujours été considéré par eux comme un signe de faiblesse. Il leur avait servi comme stimulant pour commettre les trahisons et les crimes les plus atroces.

(1) Ce dernier fait est particulièrement souligné dans l'œuvre remarquable d'une Suissesse, C. Sturzenegger: *Licht in die Wirren des Balkans* (Zürich, 1917).

sûrs que ces méfaits ne seront jamais punis.

C'est pourquoi il faudrait s'assurer à l'avenir des garanties matérielles contre l'agression future de la Bulgarie.

Avant la dernière offensive, les Bulgares essayèrent de se rapprocher de nos alliés en réclamant de ces derniers des compensations aux dépens des Grecs. Les Alliés refusèrent et firent bien. Les Bulgares n'ont rien à chercher, ni du côté grec, ni du côté serbe. Tribu turque, leurs aspirations ne doivent être que de ce côté-là. Plus aptes au progrès que leurs frères de race, les Turcs, les Bulgares pourraient aspirer aux territoires de ces derniers, qui, incapables d'évoluer, doivent disparaître des Balkans. Les éléments turcs sont d'ailleurs les seuls que les Bulgares puissent assimiler facilement. La preuve en est la Roumélie orientale. Les Bulgares rendront par là un service à l'humanité et à la civilisation. Il leur faut donc renoncer à leurs aspirations illégitimes sur les terres serbes et grecques et diriger leurs regards ailleurs. De cette façon, ils prouveront qu'ils sont vraiment décidés à devenir un élément d'ordre et de paix dans les Balkans.

M. D. M.

## L'Autriche-Hongrie — un Empire inexistant

M. George Herron vient d'exprimer dans une interview accordée au correspondant de l'« Epoca » (numéro du 1er octobre) quelques idées qu'il faudrait retenir. Ce n'est pas la première fois que M. Herron par une intervention heureuse et bien inspirée, attire l'attention du monde politique sur certaines vérités simples et élémentaires qui échappent aux diplomates professionnels. Or, en présence de la répétition presque mathématique des offensives pacifistes de l'ennemi, toutes tendant à sauver les Empires centraux et des sanctions et des réparations sans lesquelles il n'y a pas de victoire, les paroles franches et énergiques d'un esprit aussi éclairé qu'est M. Herron, sont doublement utiles. M. Herron vient d'exprimer le premier de ces mots décisifs, logiques, pleins de justesse et de bon sens: L'Autriche-Hongrie n'existe plus!

« En ce qui concerne l'Autriche, déclare M. Herron, il n'y a qu'un seul point de vue que l'Amérique, l'Italie, l'Angleterre et la France doivent adopter, vis-à-vis de toutes ses propositions de paix, et c'est le point de vue suivant: L'Empire austro-hongrois n'existe plus. Nos gouvernements ont déjà divisé cet empire diplomatiquement et théoriquement. Nous avons reconnu la nation tchéco-slovaque, nous avons déclaré quels sont nos projets concernant les Yougo-Slaves, nous avons décidé de restituer à l'Italie ses terres irrédentes, de réunir la Transylvanie à la Roumanie; par conséquent nous avons déjà attribué les possessions des Habsbourg à ceux auxquels elles appartiennent. D'après les actes diplomatiques que nous avons signés et proclamés, l'Autriche-Hongrie n'existe plus et comment pourrions-nous traiter avec quelque chose qui est inexistant? Nos gouvernements peuvent prendre en considération uniquement des propositions autrichiennes qui ont trait à leurs déclarations antérieures. Sans parler de l'action diplomatique, il est entendu que la question de l'empire des Habsbourg a trouvé déjà sa solution. Dans le cas d'une victoire germanique l'Autriche-Hongrie aurait été absorbée par l'Allemagne, dans le cas de la victoire alliée, il est certain qu'elle sera désagrégée et démembrée dans des Etats nationaux indépendants. Et cette victoire alliée qui peut en douter aujourd'hui? Il faut seulement que nous continuions notre chemin. Nous cesserons la guerre avec l'Allemagne à cette seule condition: la capitulation inconditionnelle. Quant à l'Autriche avec elle, nous ne discuterons même pas: la paix sera conclue avec les Etats respectifs dont l'empire autrichien, est composé et que nous allons délivrer du joug des Habsbourg ».

## Sir V. Chiroll et la Bulgarie

Sir Valentine Chiroll donne dans le « Times » du 30 septembre la caractéristique suivante du roi Ferdinand:

« Il réunissait les qualités et les vices du pire type des condottieri italiens du Moyen Age, sans posséder cependant le courage personnel dont ils se distinguaient généralement. Son premier souci dans les années qui suivirent son ascension au trône, fut de faire assassiner Stambouloff, l'homme fort à qui principalement il devait sa couronne. Incapable d'inspirer le respect ou l'affection, il s'est appliqué, avec une ingéniosité diabolique, à débaucher et à corrompre le petit groupe gouvernemental, afin de pouvoir étendre sur eux son influence néfaste. Lorsque je le vis la dernière fois en Bulgarie, en été 1915, quelques semaines seulement avant qu'il eut jeté son masque et vendu la Bulgarie aux Empires Centraux, il s'était entouré de gens ayant un passé plus que suspect et qui, de peur d'être livrés à la justice, étaient prêts à lui obéir et à jouer le rôle d'agents serviles de la Kultur germanique... L'histoire dira du roi Ferdinand qu'en prostituant ses habiletés incontestées pour des buts des plus avilissants, il a joué froidement, non seulement avec le sang et la fortune, mais aussi avec l'âme même d'un peuple qui avait mérité d'un meilleur sort ».

Tout en respectant l'opinion de l'honorable Sir V. Chiroll, nous rappelons que ses jugements sur le peuple bulgare ne sont pas en accord avec des faits établis qui jettent une lumière bien différente sur les exploits et les mérites des Bulgares. Le peuple qui a docilement suivi son Coubourg pendant trente ans, le vaut certainement. C'est une vérité dont il ne serait pas superflu de tirer tous les enseignements nécessaires.

## Un devoir de l'Italie

Le communiqué officiel de l'armée d'Orient du 6 octobre dit que les forces autrichiennes venues du front italien et battues dans la journée du 5 octobre vers Vranja, se replient sur Niche. Le calme sur le front italien permet donc aux Autrichiens de jeter leurs troupes contre la Serbie; ce qui ralentit naturellement la marche des Alliés vers les points les plus vulnérables de la monarchie des Habsbourg. L'Italie ne devrait pas commettre la faute de 1915, et les armées italiennes sur le Piave auraient tout intérêt à secourir efficacement les divisions italiennes qui combattent en Macédoine et en Albanie. Il ne dépend que de l'Italie d'entreprendre l'offensive, comme l'a établi un communiqué du gouvernement français publié le 7 octobre et qui dit ceci:

*Certains passages du récent discours de M. Orlando pourraient faire croire que le président du Conseil italien a dit ou fait entendre à la Chambre que si le front italien n'avait pas prononcé d'offensive depuis la bataille de la Piave, c'est que le maréchal Foch ne le lui avait pas demandé.*

*Cette interprétation est manifestement fautive, car elle serait le contraire de la vérité.*

— M. le général en retraite Michel Givcovitch nous informe que, contrairement au bruit répandu à l'étranger et qui a trouvé l'écho dans un journal, sa demande de retraite a été motivée uniquement par des raisons de santé. Toute autre affirmation à ce propos est inexacte.

## FEUILLETON

### LA SERBIE

#### Conférence faite à la Sorbonne

par P. Popović

(Suite.)

Et bien que les grands desseins du prince Michel fussent abandonnés immédiatement après sa mort; que la Serbie se trouvât, après le traité de Berlin, dans une situation internationale très mauvaise et qui devint pire après la malheureuse guerre serbo-bulgare de 1885; et qu'à cette époque les conditions intérieures de la Serbie fussent très pénibles — le peuple de la Serbie n'oublia point le grand testament politique du sage prince. Depuis 1885, il prit intérêt à suivre les événements autour de lui: en Macédoine d'abord, puis au Monténégro, ensuite à la Bosnie, à la Dalmatie, à la Croatie, et s'intéressa même pour les Slovènes. L'intérêt allait grandissant, et avec l'avènement du roi Pierre, le sentiment d'unité yougoslave en Serbie devint manifeste et général. De l'autre côté les idées unionistes des Serbes et des Croates hors du royaume mûrissaient et prenaient pied. Le temps faisait sa besogne et l'absurde politique des faux de d'Aehrenthal, de procès de Zagreb, de procès de Friedjung et d'autres ignominies pareilles — facilita cette besogne. Enfin le Concordat vint — le Concordat de la Serbie avec le Vatican — et le dernier obstacle du rapprochement serbo-croate fut écarté. Les Slovènes, ces Benjamins de notre race, eurent aussi pendant ce temps le réveil de leur conscience nationale, et firent adhésion à l'unité yougoslave. Ainsi, pour les Croates et les Slovènes, de même que pour les Serbes hors du royaume, la Serbie devint de nouveau le Piémont yougoslave.

La Serbie ne se contenta pas de devenir le Piémont politique de notre nation. Elle tâcha aussi — c'était une noble ambition — d'en devenir le Piémont intellectuel. Son développement intellectuel alla, en effet, parallèlement à son développement politique.

A l'époque de Karageorges, certes, le niveau intellectuel ne fut pas haut; bien au contraire! Et quoique le plus grand littérateur serbe de cette époque, le vieux Dossithée Obradovic, vint en Serbie pour y passer ses derniers jours, vénéré à Belgrade comme Voltaire l'était à Ferney, et pour y écrire son dernier et peut-être son meilleur ouvrage; et quoique — chose curieuse! — au milieu de ces paysans insurgés et profondément illettrés, il traduisait des pages entières du chapitre *De l'homme des Caractères* de Labruyère — la Serbie d'alors n'avait pas même une dizaine d'écoles — en tout, et ce n'est que chaque millièmme d'habitant qui sut lire et écrire, avec peine. Mais — et c'est ce même Obradovic qui y contribua le plus — on commença à fonder des écoles. Ce travail, cependant, fut détruit par la nouvelle invasion turque.

Sous le règne du prince Milos on posa les premiers fondements du système scolaire régulier et de certaines institutions littéraires et scientifiques. On fonda des écoles primaires. On créa le premier lycée, la première imprimerie, une sorte de théâtre, un almanach littéraire, un journal quotidien, le séminaire théologique, et enfin une sorte de Faculté des lettres et des sciences, connue sous le nom de Lycée. Les lettres y eurent un petit foyer, et des littérateurs commencèrent à y affluer de diverses parts des provinces serbes. La Serbie en produisit aussi, et Vuk Karadjic, le premier en date des littérateurs de la Serbie, devint du coup le premier littérateur de notre nation entière et fut le créateur de la littérature serbo-croate.

Durant les vingt et un ans après le règne de Milos, on fit tout pour organiser et répandre l'instruction dans

le pays. Les écoles grandirent en nombre et en organisation. On créa la Faculté de droit, et les cours eurent un succès splendide et exercèrent une influence des meilleures. On créa aussi une société savante. On créa le Musée National. Les représentations théâtrales prirent un cours plus large, et les lettres aussi prirent un grand essor.

A cette époque un grand changement se produisit. Jusque là toute instruction venait en Serbie de la part des Serbes d'Autriche. Ce sont eux qui étaient les professeurs, les littérateurs, les législateurs, tout. Ce sont eux qui étaient les médiateurs entre le jeune état et la civilisation occidentale. Du contact direct avec l'occident, la Serbie n'en avait point. Mais dès 1839, les jeunes gens de la Serbie commencèrent à s'en aller à l'étranger, à y suivre les cours universitaires. C'est surtout en France qu'ils allèrent, depuis 1848, où l'esprit de liberté et la renommée d'une haute civilisation les attirait. Les premiers étudiants furent bientôt suivis par les autres. L'enthousiasme pour la France et l'Occident devenait de plus en plus grand. Et, depuis ce temps, jusqu'à nos jours, c'est une interminable série de jeunes gens et des générations entières qui se succèdent l'une à l'autre, pour puiser l'esprit français à la source; et qui retourneront — l'une meilleure que l'autre — à transplanter cet esprit en leur sol natal, et à en répandre l'influence féconde. C'est de ce moment que commença le grand mouvement intellectuel en Serbie. Ce n'est point un compliment de politesse que je fais ici à la nation française. C'est un fait que je constate et le résultat d'une série d'études sur la Serbie moderne entreprises par nos hommes d'études, et si vous me permettez d'ajouter, par moi-même.

La restauration des Obrenovic profita surtout de ce changement. Le règne du prince Michel, si fécond en tout progrès, vit éclore un système moderne de l'enseignement. La Grande Ecole qui remplaça l'ancien Lycée, devint — grâce aux travaux de Danicic, Pancic et autres

## FERDINAND DE COBOURG

Pour la seconde fois depuis qu'il règne, Ferdinand Ier, tsar des Bulgares, vient de délaisser ses alliés. Sa première... infidélité date de 1913. Elle s'exerça sur les Grecs, les Serbes et les Monténégrins avec qui il avait fait campagne contre les Turcs. Une victoire quasi foudroyante qui libérait les Balkans du joug ottoman ayant couronné les efforts de cette coalition, une conférence réunissait à Londres les représentants des pays belligérants, les vainqueurs et le vaincu, afin de fixer les bases de la paix à laquelle le cabinet de Constantinople avait dû se résigner.

Avant que ne s'engageât la guerre, les alliés s'étaient mis d'accord quant au partage des territoires appartenant à la Turquie dont ils allaient entreprendre la conquête et qu'ils espéraient fermement conquérir. Dans ce partage, Ferdinand, sous le prétexte qu'il était le promoteur de la guerre et que sans lui l'Union balkanique ne se serait pas constituée, s'était attribué la part du lion. Cette part, au cours des hostilités, s'était accrue de la Thrace et de la ville d'Andrinople que les troupes bulgares avaient arrachées à l'empire ottoman, avec, il est vrai, le concours des Serbes appelés au dernier moment pour aider leur allié.

Lorsque le gouvernement de Belgrade avait reçu cet appel, il s'était demandé s'il devait y donner son adhésion sans exiger une modification dans les accords antérieurs. Elle lui semblait nécessaire pour éviter qu'Andrinople, laissée aux Bulgares sans compensation pour leurs alliés, l'équilibre des Balkans fût détruit. Tel était l'avis du représentant de la Serbie à Sofia.

— Ne donnons qu'un consentement conditionnel, disait-il.

Le gouvernement hellénique s'était rangé à cette opinion. Il n'est pas douteux que si le cabinet de Belgrade avait suivi ce conseil et posé des conditions, Ferdinand eût cédé, le secours qu'il sollicitait lui étant indispensable. Il eût cédé, la rage au cœur, néanmoins il l'eût fait, sous l'empire de la nécessité. Mais le temps pressait. On n'avait plus celui de négocier; il fallait agir, et le gouvernement serbe, comptant sur la gratitude et la loyauté de son allié, envoya des troupes à l'armée bulgare, bien que le ministre Pachitch, seul d'ailleurs de son avis, eût insisté pour qu'on obtint de la Bulgarie un engagement formel. Ces troupes contribuèrent si largement à la conquête d'Andrinople qu'on a pu dire après coup que sans elles cette ville n'eût pas été prise et que les Bulgares auraient été sans doute obligés d'évacuer la Thrace.

C'est la thèse que soutint la Serbie à la Conférence de Londres. Elle alléguait que lorsque le gouvernement de Sofia avait demandé son aide, la guerre était virtuellement finie, les objectifs de l'Union balkanique ayant été atteints et qu'il n'était pas admissible qu'elle ne se fût continuée que pour assurer à la Bulgarie des avantages personnels au détriment de ses alliés.

La très légitime prétention de ceux-ci eut pour effet d'irriter profondément le tsar Ferdinand. Offensé dans son orgueil par l'opinion qu'accréditaient ses alliés quant au rôle décisif des Serbes dans la victoire bulgare, menacé dans ses ambitions territoriales par une exigence propre à les décevoir, on le voit récriminer, on l'entend se plaindre, et son ressentiment se révèle dans les propos qu'il tient contre ses alliés de la veille, qui déjà ne sont plus à ses yeux que des ennemis. D'autant plus vive est sa colère qu'au même moment la Roumanie intervient pour lui rappeler que lorsque la guerre n'était encore qu'en préparation, le cabinet de Bucarest a déclaré aux coalisés que s'ils étaient victorieux et que si leurs victoires avaient pour effet d'agrandir les Etats balkaniques, elle aurait « à dire son mot ».

C'est alors que Ferdinand prépare sa défection. La paix avec les Turcs à peine signée à Londres, il rappelle les troupes qui occupaient la Thrace, livrant ainsi aux Turcs, qui ne manqueraient pas d'en profiter, les contrées qu'il leur avait ravies, et dirige cette armée vers la Macédoine, qu'il entend reprendre à ses alliés d'hier, à qui l'a attribuée le traité de Londres en lui attribuant la Thrace à lui-même. Dans l'excès de sa colère, il délaisse de gaieté de cœur un pays fertile pour s'en approprier un autre moins favorisé par la nature. Follement il abandonne la proie pour l'ombre. Enfin, dans la nuit du 29 au 30 juin,

le général en chef de ses armées, en exécution des ordres qu'il a reçus, tombe à l'improviste sur le front greco-serbe, qui recule devant cette attaque inattendue, mais qui prend sa revanche le lendemain en infligeant aux Bulgares une défaite irréparable, d'autant plus irréparable que la Roumanie se joint aux coalisés trahis pour châtier le coup de Jarnac, et que les Turcs marchent sur Andrinople et s'en emparent. Voilà donc la première défection du personnage.

La seconde est celle dont nous sommes les témoins à l'heure où j'écris et dont le dénouement sera sans doute connu ou bien près de l'être quand paraîtront ces lignes. Il est probable que nous ignorons longtemps encore la préparation et les dessous de ce plan ténébreux. Tout ce qu'on en peut dire, c'est que si son exécution n'est pas une comédie concertée avec l'empereur allemand, il est de la part de Ferdinand la preuve qu'il se sent perdu et qu'il cherche à se faire pardonner sa conduite de 1915.

Ce que nous lui reprochons, ce n'est pas d'avoir oublié ses origines françaises. Ce n'est pas d'une belle âme, mais il pourrait objecter que s'il y était resté fidèle, il aurait méconnu ses origines allemandes. Par sa mère et par sa première femme, il est Bourbon, mais par son père il est Cobourg. Il n'est pas le premier souverain qui eût sacrifié son pays d'origine à son pays d'adoption. Devenu prince royal de Suède, Bernadotte combattit en 1815 contre la France dans les rangs de la coalition, et le roi de Roumanie, bien qu'Allemand et Hohenzollern, n'a pas hésité à prendre les armes au profit de l'Entente.

— Je ne suis plus que Suédois, disait l'ex-maréchal de Napoléon.

— Je ne suis plus que Roumain, disait le roi de Roumanie en prenant les armes pour les Alliés.

Non, là n'est pas le crime. Celui du tsar des Bulgares consiste à avoir joué une comédie pour inspirer confiance aux Etats de l'Entente, en affirmant sa neutralité, tandis qu'il traitait sous main avec les Allemands; c'est de s'être fait, durant des années, un titre à la bienveillance du gouvernement français et de l'avoir gagnée lorsqu'il en a eu besoin en protestant de son amour pour la France, et enfin d'avoir laissé entendre qu'il resterait neutre tandis qu'il travaillait contre nous.

Du reste, dans cet acte décisif de sa carrière, il s'est montré semblable à lui-même. Il a abandonné les gouvernements dont il s'était fait le complice, comme il nous eût abandonnés s'il se fût allié à nous et nous eût sentis au bord de l'abîme. En lâchant l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie, il avoue qu'il tient nos ennemis pour définitivement condamnés et il cherche à sauver sa mise. Ce n'est pas en abandonnant ses complices qu'un malfaiteur se débarrasse aux responsabilités qu'il a encourues, et ce n'est pas parce que, cette fois, l'attitude du tsar Ferdinand nous eût été profitable que nous pouvons oublier quelle fut, dans une heure critique, sa conduite envers la France.

Ernest DAUDET.

(« Le Figaro. »)

## La démocratie bulgare

Le publiciste bulgare, M. Micheff, a publié dernièrement un nouvel ouvrage de propagande, tendant vainement à atténuer l'impression produite en Suisse par les meetings de protestation contre l'enrôlement forcé des Serbes dans l'armée bulgare. M. Micheff s'attaque particulièrement à M. de Rabours, celui-ci ayant affirmé, au cours de l'un de ces meetings, que la Serbie comme pays démocratique est la Suisse des Balkans.

(1) D. Micheff: « La Bulgarie et la Serbie devant l'opinion publique. »

Or, nous affirmons à notre tour que la thèse de M. de Rabours est juste, qu'il n'y a pas de comparaison possible entre la démocratie serbe et la démocratie bulgare, que la première s'affirme comme un régime politique où la souveraineté du peuple est nettement reconnue, tandis que la seconde est une fiction et une négation de tout ce qui touche à la démocratie et aux idéals humains.

J'ai vécu longtemps en Bulgarie, j'ai collaboré à presque tous les journaux bulgares, j'ai même pris part à ses lettres politiques; je puis parler en connaissance de cause des institutions de ce pays où la liberté de la parole et de la pensée n'a jamais existé et où la Constitution n'est qu'un jouet dans les mains du tsar Fedrinand. M. Micheff conviendra avec moi qu'aucune liberté n'est assurée aux électeurs bulgares et que les préfets et les gendarmes imposent aux citoyens, par la terreur et la violence, la liste des candidats gouvernementaux. Il n'y a pas un seul exemple dans les annales parlementaires bulgares — excepté le cas du cabinet de fonctionnaires présidé par Ratcho Petrof — qu'un gouvernement se soit trouvé en minorité aux élections; il n'y a pas un seul exemple qu'un gouvernement ait pu être renversé par le Parlement, tandis qu'on ne compte plus les cas où le gouvernement dissout, sans préambule, la Chambre des Députés pour en convoquer une autre à son service, avec une majorité absolue et docile. Les chiffres que je possède à ce sujet sont particulièrement suggestifs. Les 180 députés libéraux (cabinet Goudef Petkof, 1903-1908) ont été réduits, par le premier gouvernement de M. Malinoff (1908) au chiffre éloquent de... 6! Par contre, le parti démocrate, qui, pendant le régime Goudef-Petkof ne comptait au Parlement que 11 (onze) partisans à lui, une fois venu au pouvoir, a réussi en six semaines à porter ce chiffre à 177. En 1910-12, le cabinet Ghechoff-Danef comptait une majorité de 170 députés (narodniaks et tzankovistes). Tombés du pouvoir, les partis politiques de ces deux hommes d'Etat ne comptaient plus que... huit partisans dans un Parlement élu par les gendarmes de M. Radoslavoff. Aujourd'hui, il y a 110 députés radoslavistes au Parlement bulgare; M. Malinoff les réduira à zéro et, par le pouvoir qu'il exerce, ses 35 députés dépasseront certainement, aux prochaines élections, le chiffre de 150. Il faut lire à ce sujet la déclaration récente de M. Malinoff faite à un correspondant du « Hirap » de Budapest et mentionnée par la « Neue Freie Presse » du 21 août et dans laquelle M. Malinoff assurait que le petit chiffre de députés de son parti ne l'inquiétait point! Les événements actuels en Bulgarie le démontrent d'ailleurs jusqu'à l'évidence.

C'est qu'en Bulgarie ce n'est pas le peuple qui par sa volonté ramène au gouvernement un parti politique, mais au contraire, c'est le roi qui se choisit un gouvernement à sa convenance et c'est alors à ce gouvernement de se créer une majorité, par la force du pouvoir gouvernemental. Si les élections ne donnent pas des résultats tout à fait satisfaisants, on procède à de nouvelles élections, comme M. Radoslavoff a fait en 1913.

Contrairement à ce régime de crypto-absolutisme, nous voyons en Serbie un régime démocratique nettement affirmé; nous pouvons citer des cas où la minorité ayant battu le gouvernement aux élections, a été appelée, dans la suite, au pouvoir, par la volonté du peuple.

En Serbie, la Couronne se tient strictement à son rôle de monarque constitutionnel, laissant aux forces sociales, incarnées dans les partis politiques, de gouverner le pays. C'est ce qu'on appelle le régime parlementaire. En Bulgarie, le roi gouverne et règne, en même temps. De tous les pays de l'Europe, pour ne parler que du vieux monde, il n'y a que la Prusse et la Bulgarie qui possèdent au-dessus du gouvernement formel un autre gouvernement supérieur et souverain, c'est le cabinet civil et militaire du roi. En Bulgarie, le chef du cabinet civil du tsar Ferdinand, M. Dobrovitch, a même plus de pouvoir effectif que son collègue en Prusse! Et M. Micheff a le courage de reprocher à M. de Rabours de n'avoir pas appelé la Bulgarie la Suisse des Balkans! C'est une idée bien étrange que ce monsieur se forme de la Suisse et de ses institutions démocratiques!

Pour donner encore une idée plus précise du régime politique bulgare, il est utile de citer ce que l'organe du gouvernement actuel, le « Préprez », a écrit dans son numéro du 18 juillet sur le Ministre-Président précédent, M. Radoslavoff:

« Le gouvernement de Radoslavoff était la maison d'un déséquilibré. Les ministres, ses collègues, se contentaient de la gloire d'être ministres. Ils ne connaissaient guère les affaires d'Etat. Radoslavoff ne leur communiquait rien, ils n'osaient rien lui demander et apprenaient tout par les journaux. A leur propre honte et à la honte de la Bulgarie, c'est bien la vérité. Du reste Radoslavoff lui-même ne s'occupait absolument de rien. Sa politique envers les alliés consistait à exécuter toujours ce qu'on lui demandait... Même après avoir accepté le pouvoir, il a continué à tout ignorer; il fut appelé simplement au pouvoir lorsque tout était prêt. Personne ne voyait en lui un homme intelligent, on ne savait qu'une chose: c'est qu'il était prêt à devenir tout ce que l'on voudrait, pourvu qu'on lui permette de piller la Bulgarie avec ses apaches... J'ai failli oublier quelque chose, Radoslavoff est le plus grand menteur qu'on ait jamais vu. »

Est-ce que c'est là le portrait d'un ministre démocratique? Est-ce que le pays qui est gouverné pendant cinq ans par un tel ministre-président, peut prétendre au titre de démocratique?

Pour terminer, je veux rappeler encore ce qui suit:

En 1910, le gouvernement Ghechoff cassa un député de l'opposition, cela tout simplement parce que ce député pouvait devenir tout particulièrement gênant. Ce député ne resta au Parlement que huit jours. Je l'entends aujourd'hui encore, protestant contre cette atteinte aux libertés sacrées des représentants de la nation. M. Micheff, qui, aujourd'hui, cherche à faire croire à l'opinion publique européenne que la Bulgarie est un pays de libertés, se souviendra, certainement, des paroles énergiques de ce député contre le régime personnel et peu démocratique existant dans le pays, car ce député n'était nul autre que... M. Micheff, lui-même.

Léon SAVADJIAN,

Directeur de l'Agence Balkanique.

Société Genevoise d'Edit. et d'Impr. — Genève

savants éminents — un foyer de travail scientifique tout moderne, tandis que d'autres nouvelles institutions littéraires devinrent un pareil foyer des lettres. Mais c'est surtout sous le règne du roi Milan et Alexandre, et malgré tout, que le progrès se fit sentir. Il n'allait que grandissant depuis l'avènement du roi Pierre.

Le progrès fut rapide, en effet. Pour ce qui concerne les écoles, tandis qu'à l'époque de Milos nous n'avions qu'un lycée en tout, nous en avons 26 en 1898, et nous en avons 53 à l'heure présente, ce qui fait que le nombre en fut doublé en ces seules quinze années dernières. En 1839, toute la Serbie n'avait que 5 lycées, aujourd'hui la seule ville de Belgrade en a 7. Quant au nombre des élèves de l'enseignement secondaire, Belgrade seule en a aujourd'hui plus que toute la Serbie n'en avait il y a 26 ans.

Et l'enseignement universitaire! Bien qu'il n'y a que dix ans que l'Université de Belgrade fut créée, remplaçant ainsi la Grande Ecole (à laquelle, sans doute, elle doit beaucoup), il n'y a pas de comparaison entre elles, tant le progrès de la jeune institution fut grand. Je peux même affirmer qu'il n'y a aucune autre Université aux Balkans qui puisse se mesurer avec celle de Belgrade. Et ce progrès — qui est dû principalement au zèle, à l'énergie, à l'éloquence que mes collègues déploient dans leurs cours, aussi bien qu'au sérieux, à l'amour d'études, au travail persévérant de nos étudiants — doit quelque chose aussi aux circonstances matérielles, devenues plus favorables. Il y a vingt ans que nos séminaires littéraires avaient 60 francs de budget annuel; aujourd'hui le seul séminaire de langue, littérature et histoire serbe, le bel institut connu sous le nom de Séminaire serbe, a un budget régulier de 4000 francs par année. Et lorsque MM. Denis et Haumont ont honoré ce séminaire de leur visite, ils ont pu voir ses trois salles, avec des rayons blancs, montant au plafond et remplis de livres; ils ont pu y trouver, parmi ses 7000 ouvrages, et des mieux

assortis, tout ce qui concerne les études serbes et yougoslaves, et ils ont pu y jouir de la vue des jeunes étudiants qui y travaillaient comme les abeilles dans une ruche.

C'est de cette Université, aussi bien que de l'Académie Royale, deux principaux foyers de recherches, que sortent aujourd'hui des études consciencieuses et pénétrantes, qui creusent plus profondément le champ de science cultivé par les générations antérieures et embrassent un programme scientifique de plus en plus vaste. Tout ce qui sert à l'étude du sol natal fait l'objet de ces recherches. On étudie la géographie de toutes les provinces serbes; on étudie la géologie, la flore et la faune; on fait des fouilles préhistoriques; on étudie les dialectes; on fait des recherches sur les monuments romains et sur les belles créations architectoniques de notre moyen-âge; on fait des études de tout notre passé littéraire; on en fait de même avec l'histoire yougoslave entière, et ainsi de suite. Et comment! Tandis qu'autrefois nos historiens ne basaient leurs recherches que sur quelques annales serbo-slaves, aujourd'hui on fouille toutes les archives, de Raguse au Mont Athos, de Venise à Rome et de Paris à Pétrograd, pour y trouver de nouveaux et beaucoup plus riches documents d'histoire serbe et yougoslave. D'autres sciences, de caractère moins national, sont aussi en plein essor. Et de caractère moins national, il y a un groupe d'hommes âgés ou jeunes encore qui les cultivent, qui y appliquent la méthode scientifique la plus rigoureuse, et qui ont un grand amour du travail. Leurs travaux sont publiés principalement en serbe, mais aussi, et bien des fois, dans les revues scientifiques de l'étranger.

Quant aux lettres, nous avons une excellente pléiade de poètes modernes, dont la grâce, l'élégance, le pittoresque et l'éloquence poétique n'ont pas été atteints chez nous jusqu'à maintenant, et si une anthologie de notre poésie lyrique était publiée en français, je ne doute pas qu'elle n'eût révélé au public les beautés grandes et originales là où l'on ne s'y attendait guère. Nos nouvelles

sont quelquefois de véritables modèles de composition irréprochable et de correction de style, quelquefois des études de psychologie hardie, pénétrante et très réaliste, et contiennent des traits artistiques très curieux. Dans la critique littéraire, une génération entière s'est élevée dans les idées de Sainte-Beuve, de Taine et de Lemaître, et se distingue par un goût délicat et sûr, une culture intellectuelle très vaste et très variée et un style des plus riches et des plus corrects. Et ainsi de suite. Et dans nos revues littéraires se déroulent aux yeux du lecteur tous les genres d'une littérature jeune, fraîche, forte et originale, et ces revues n'ont au fond rien à craindre d'une comparaison aux revues littéraires de l'étranger. J'ai l'air peut-être de louer trop, mais je vous assure que je tâche de ne dire que la vérité.

C'est par une littérature pareille que la Serbie s'est fait un rang éminent entre les autres provinces serbes. Et tandis qu'autrefois elle recevait tout l'élan littéraire de ces mêmes provinces, c'est aujourd'hui elle qui le donne à celles-ci. La poésie exquise de Vojislav Ilie fit naître les poètes de la Bosnie et l'Herzégovine. L'excellent nouvelliste Lazarevic fut imité par bien des nouvellistes de la Bosnie, de l'Herzégovine, de la Hongrie méridionale, de la Dalmatie. Ce sont les littérateurs de Belgrade qui remplissent presque entièrement les revues littéraires de Novi Sad, de Sarajevo, de Mostar, de Cetinje, de Raguse. C'est « le style de Belgrade » qu'on s'efforce d'imiter partout, un style, d'ailleurs, né de la lecture des chefs d'œuvre français. Et voilà pourquoi l'éminent publiciste de Raguse, Antun Fabris, écrivait en 1904: « Belgrade est aujourd'hui, sans contredit, le centre littéraire et scientifique de toute la nation serbe. Au moyen-âge c'est Raguse qui était la cité athénienne serbe, Novi Sad l'était jusqu'en 1870, et c'est Belgrade qui l'est maintenant. Cela est incontestable, quoi qu'on en dise. »

(A suivre.)

# A propos de l'armistice bulgare

Puis, si Dieu et la Fortune permettent que je revienne saut à Krouchévat, je prendrai Vouk Brankovitch, je l'attachera à ma lance de guerre, comme une femme du lin à sa quenouille. Et je le porterai par la plaine de Kosovo. (Épique de Kosovo).

Ce n'est pas sans appréhension que les Serbes ont appris la nouvelle de cet armistice qui a rempli de joie la plupart des cœurs ententistes. La paix avec Sofia, ils ont maintes raisons de la considérer comme prématurée. Ils se défient de cette paix, parce que les Alliés sont ignorants comme au premier jour de la psychologie des Bulgares et que probablement ceux que de tragiques expériences ont mis à même de pénétrer cette « mentalité à part », ne seront, en somme, que les obéissants serviteurs de ce que décideront Londres, Paris et Washington.

Les Serbes s'inquiètent parce que certaine presse influente s'attache à démontrer la nécessité d'une paix immédiate avec les Bulgares, paix qui présenterait — pour les grands Alliés — des avantages si considérables qu'ils pourraient bien, assure-t-on, être payés de quelques lambeaux des pays voisins de la Bulgarie. Ils sont anxieux parce qu'on a insinué qu'une Serbie, accrue de la Bosnie-Herzégovine, pourrait bien tolérer une amputation à l'est. Enfin, les Serbes sont soucieux parce qu'on raconte qu'au comité de guerre qui décida l'offensive sur le front de Salonique, plusieurs voix se seraient élevées proposant de sacrifier leur patrie. Ce fut infiniment douloureux au cœur des Serbes, qui ont tout immolé sur l'autel des Alliés. Qu'on ait songé à envisager une telle hypothèse, nous le considérons, avec nos amis serbes, comme une grave injure, comme la méconnaissance de leur sublime holocauste!

Si les grands Alliés n'ont jamais rien compris à la psychologie des Bulgares, ils semblent aussi ne pas avoir saisi le caractère serbe. Cette ignorance est la cause des nombreuses erreurs que chacun a encore présentes à la mémoire. Milioukoff, le grand bulgarophile, longtemps professeur à l'Université de Sofia, déclarait implicitement dans la « Rietch » du 4 septembre 1916 qu'on pouvait « selon toute probabilité, escompter un changement dans le cours de la politique bulgare, mais qu'il ne faut pas s'y attendre avant un revirement dans la situation militaire dans les Balkans ».

Les Alliés n'ont jamais tenu compte de cet avertissement d'un des meilleurs connaisseurs de la Bulgarie, ils se sont laissés « rouler » jusqu'au bout par les comédiens de Sofia. Pourtant les avertissements venant de connaisseurs des Bulgares ne leur ont pas manqué! Actuellement, par la signature prématurée de l'armistice, nous croyons qu'ils ont commis une plus grave faute psychologique que toutes les autres. Examinons pourquoi c'est une faute envers les Bulgares et envers les Serbes.

M. Pachitch déclarait l'autre jour au « Temps »: « Les Alliés auraient tort de s'imaginer que le tzar des Bulgares a suivi une politique contraire à la volonté de son peuple. La nation bulgare tout entière, et je la connais bien, est impérialiste et dominatrice ».

Ce sont là de sages paroles qui confirment l'opinion que nous soutenons depuis trois ans. Nous avons démontré à l'aide de documents bulgares que la Bulgarie est entrée en guerre pour anéantir la Serbie (1) et non pour libérer la Macédoine, prétexte affiché à l'usage de l'Entente. Et à la vérité, l'administration bulgare s'y est employée avec un cynisme et une brutalité qui donnent une triste idée de l'être humain. Les Bulgares savaient qu'ils avaient à faire à de nobles ennemis ne combattant pas pour des buts de conquêtes; ils ont fort habilement exploité cette circonstance en demeurant fidèles aux Centraux tant que cette alliance pouvait leur procurer les territoires convoités. Ils savaient fort bien, qu'en cas d'échec des Allemands, ils obtiendraient la grâce de l'Entente. Ainsi s'est accréditée cette opinion que, de toutes façons, la Bulgarie ne perdrait rien. Et c'est ainsi qu'un Etat qui déversa sur l'Entente des torrents d'injures, comme seuls les Bulgares savent le faire, devient l'enfant prodige qu'on accueille, aujourd'hui, les mains tendues! Cette conversion imposée par la nécessité, peut-elle être sincère? Qui sait même si elle n'est pas dictée par Berlin. Qui sait si Sofia ne cache pas dans ses cartons quelque gentil traité secret réservant aux Centraux des avantages économiques pour leur pénétration d'après-guerre et leur dumping en Orient? Une nouvelle orientation politique ne modifie pas la mentalité d'un peuple. Qu'on veuille enfin comprendre que les Bulgares ne sauraient être atteints par un châtement d'ordre moral. Que leur im-

porte la flétrissure de l'histoire, pourvu qu'on ne touche pas à leur intégrité matérielle! La mentalité de ce peuple récemment libéré de l'esclavage, est trop peu évoluée, trop fruste pour saisir un argument élevé. Seule la force brutale est susceptible de faire réfléchir les Bulgares. Si les Alliés usent avec eux de procédés chevaleresques, ils seront « des poires » — si nous osons user de cet irremplaçable néologisme. — Qu'ils lisent donc ce que les Bulgares écrivaient sur eux quand dame fortune souriait à leurs armes! Il est hors de doute, en effet, que les positifs et rusés Bulgares se moqueront de la magnanimité de l'Entente qu'ils ne peuvent concevoir que comme de la faiblesse, et qu'ils se feront des gorges chaudes de la candeur de celle qu'ils auront dupée une fois de plus et sans doute, d'irréparable façon.

A la grande rage de l'« Echo de Bulgarie » nous avons mis en lumière une des particularités les moins flatteuses du caractère bulgare: nous évoquons cette facilité qu'ont les Bulgares de changer complètement leurs opinions et de passer, suivant les circonstances du moment, de la race jaune à la race blanche. Nous avons baptisé du nom de « mimétisme politique » cette singulière faculté (1).

On a dit, fort judicieusement: « Il faut que l'Allemagne subisse une invasion ennemie pour comprendre le mal qu'elle a fait en déchaînant la guerre. » A plus forte raison convient-il d'envahir cette Bulgarie qui n'offre aucune garantie de sincérité, de lui faire subir un peu du sort qu'elle infligea à la Serbie et que l'Allemagne fait endurer à la Roumanie.

Vis-à-vis des Serbes, l'acceptation prématurée de l'armistice est aussi une grosse erreur psychologique. Etant un sensible, un passionné, un idéaliste, un patriote, le Serbe conçoit les choses d'une façon particulière et dont il importe qu'on tienne compte. A côté d'un ardent patriotisme, le sentiment de la famille est extraordinairement développé chez les Serbes. Or, ces deux sentiments ont été crucifiés par l'occupation bulgare. Les Serbes ne peuvent pardonner les confiscations, les pillages, les vols, la déportation de leurs femmes et de leurs filles dans les séraïls turcs, l'enrôlement de leurs hommes dans l'armée bulgare, la croisade impitoyable inaugurée par les envahisseurs contre leur religion, leur littérature, leur langue, leurs coutumes, leur nationalité, leurs sentiments les plus sacrés. Leur patriotisme national anéanti, leurs biens saccagés, leurs églises et leurs monastères pillés, le sang de leurs femmes et de leurs enfants appelé à la sanction, appelle l'expiation! L'instinct éthique du peuple, son besoin inné de justice, réclament la punition du coupable, le peuple bulgare. Il n'est ni rancunier, ni haineux, le paysan serbe, mais dans son âme habite cette idée que le tort ne peut être vengé que par le mal infligé au coupable. Ce désir de vendetta, très accusé chez les peuples balkaniques, demande aujourd'hui d'autant plus à être satisfait que le mal causé en 1913 n'a, grâce à l'Autriche, pas encore été expié. Est-il légitime de refuser aux Serbes, aux Grecs et aux Roumains la satisfaction de ce besoin de justice, l'accomplissement de ce devoir sacré envers leurs proches, autant qu'envers la patrie arrosée de leurs larmes et de leur sang? Existe-t-il chez nous un proverbe tel que cet adage serbe: « Celui qui ne sait pas se venger ne sera jamais béatifié? » Avons-nous dans notre poésie populaire l'homologie de ce vers: « J'immolerai le tzar des Turcs Mourad et lui mettrai mon pied sur la gorge... »?

Faisant leurs les mémorables paroles de Bismarck, les Bulgares ont clamé: « Pas de générosité lors de la conclusion de la paix! » (Narodni Prava, 19 mai 1916). La paix bulgare eut été même si draconienne pour les vaincus que, tous ceux qui en Bulgarie ont quelque autorité politique, lui fixaient ces conditions: partager la Serbie entre la Monarchie et la Bulgarie suivant les territoires occupés par ces deux alliés et peut-être « bâcler un Etat serbe en miniature qui après toute cette dévastation ne serait qu'un figurant dans la vie des Balkans de demain » (Zaria, 15 mars 1917).

Pourquoi les Serbes feraient-ils les généreux avec des traîtres qui n'ont vécu que pour les anéantir? Zola l'a dit: « la haine est sainte. » Que l'on soit donc sans pitié pour les Bulgares, comme ils l'ont été pour les Serbes! Les Serbes, les Grecs et les Roumains ont trop souffert, ils ont besoin de voir la Bulgarie se traîner à genoux devant eux, être à leur merci, leur demander « grâce! » Peut-être pardonneront-ils, mais il importe qu'on implore leur

pardon. Que la paix ne soit pas conclue sans que de larges réparations matérielles et morales soient accordées à toutes les victimes des Bulgares! Que les petits peuples ne soient point sacrifiés à l'égoïsme des puissants!

Si l'Entente acceptait de traiter avec Sofia sur une base qui lésât la Serbie et les autres intéressés balkaniques, elle perdrait pour toujours la confiance et l'estime du peuple serbe qui, dans son indicible malheur a mis en elle tous ses espoirs. Il est des désillusions qui sont des catastrophes!... Certes le peuple serbe préférerait supporter encore des années d'esclavage que de souffrir jamais l'atteinte que porterait à son honneur national une paix de marchandage avec la rapace Bulgarie; car ce peuple croit à une justice divine dont les Alliés incarnent pour lui la réalisation tangible. Il ne saurait accepter d'avoir versé tant de sang pour que le fourbe agresseur se retire de l'arène en le dépouillant de son bien. L'Entente a garanti l'intégrité territoriale de la Serbie, de la Grèce et de la Roumanie. Elle fera honneur à ses engagements, c'est certain. Mais il faut exiger le retour à la patrie serbe des districts de Trn et de Vidin qui sont demeurés serbes, malgré l'occupation bulgare.

On devra pas non plus perdre de vue que, déjà en 1913, la Bulgarie avait réalisé bien au-delà de sa fameuse « unité nationale »: un simple coup d'œil sur une bonne carte ethnographique suffit à le prouver et les destructions opérées par l'armée bulgare au cours de sa récente retraite enlèveront leurs derniers doutes à ceux qui croyaient encore au bulgarisme de la Macédoine. (1)

Il serait immoral que la paix fut faite aux dépens des fidèles pour satisfaire les appétits des félons. Ce serait adopter la théorie germanique et faire de cette guerre une lutte d'intérêts matériels. L'Entente ne saurait renier le plus beau des principes inscrits sur ses étendards, le « droit des peuples de disposer librement de leur sort ». Mais, de même que pour l'Alsace-Lorraine, l'ennemi a décimé à tel point les populations autochtones de Vieille-Serbie et de Macédoine que le résultat d'un plébiscite (que les Serbes réclament d'ailleurs) serait illusoire.

1er octobre 1918.

Dr Victor KUHNE.

Nous publions avec le plus grand plaisir cet article de M. Kuhne, dont la compétence dans les affaires balkaniques l'autorise à formuler des jugements aussi sévères sur les Bulgares et leurs procédés. Nous comprenons l'inquiétude de notre honorable ami et collaborateur mais nous ne la partageons pas entièrement. Notre point de vue dans la question bulgare, nous l'exposons prochainement.

N. d. l. r.

## L'Amérique et les relations italo-serbes

Parlant de l'Italie et des rapports italo-serbes dans l'« Epoca » du 1er octobre, M. George Herron a fait les constatations suivantes:

« Les sentiments de l'Amérique pour l'Italie sont ceux de la plus chaude sympathie et de l'appui le plus décisif de ses aspirations. Cette sympathie a encore augmenté après le Congrès de Rome. A cette occasion, l'Italie avait clairement démontré quel appui elle entend donner aux peuples qui veulent se libérer de l'Autriche. Le Congrès de Rome marque une grande date dans votre histoire et c'est depuis ce jour là qu'en Amérique aussi on a une conception plus exacte de la politique italienne. Parce que, je vous avoue franchement, il y avait auparavant chez nous une certaine méfiance... elle était due d'une part à la propagande insidieuse venant de la finance internationale, des agences liées au Vatican et des apôtres du germanisme. D'autre part, cette méfiance se justifiait par le manque initial de sympathies chez les Italiens par rapport aux revendications yougoslaves. Car il faut vous dire, en Amérique la cause serbe a trouvé des amis dévoués et convaincus. Mais aussi du point de vue de l'intérêt propre italien, c'était une erreur de ne pas embrasser immédiatement la cause de la Serbie et de la Yougoslavie dès le commencement de la guerre. Sans les Yougoslaves, sans les Serbes, l'ennemi le plus vicieux, le plus traître, la Bulgarie, s'installerait sur l'Adriatique, la Bulgarie qui espérait absorber la Serbie et l'Albanie et disputer à l'Italie la domination dans l'Adriatique... Aujourd'hui,

l'Italie a une tâche historique et une mission divine. Toute l'histoire passée de l'Italie depuis le jour de Virgile jusqu'à ceux de Mazzini, l'indique comme libératrice et leader du peuple du sud-est européen. C'est sa mission grande et sainte d'aider chacun de ces peuples luttant pour la liberté après des siècles d'esclavage et d'oppression. L'Italie doit naturellement compléter son unité nationale et s'assurer sur sa propre mer, mais l'achèvement de l'unité nationale n'est pas la fin, c'est seulement le moyen pour arriver à un but plus vaste et plus grand. »

Ce but, M. Herron le voit dans les relations les plus intimes, dans tous les domaines, avec les peuples qui seront définitivement affranchis de toute oppression étrangère.

## Herr v. Hussarek et la Bosnie-Herzégovine

Nous sommes obligés de revenir encore une fois sur le passage du discours de Herr v. Hussarek concernant la Bosnie. Herr v. Hussarek reconnaît que l'Autriche agissait en Bosnie-Herzégovine *mandataria nomine*, jusqu'en 1908, et voici comment il explique la position ultérieure de ce pays par rapport à la Monarchie:

« Les événements connus au commencement de ce siècle conduisirent à la soi-disant annexion. La Bosnie-Herzégovine ne devint cependant ni une partie de l'Autriche, ni une partie de la Hongrie, ni un pays de l'Empire proprement dit, parce que la forme dualiste de l'Etat s'opposait à une telle construction. Néanmoins, la Bosnie-Herzégovine est devenue, par suite de l'annexion, partie intégrante et inséparable de l'Autriche-Hongrie, tout en restant au point de vue du droit public, un corps neutre indéfinissable. »

Le compte rendu sur la séance du Parlement autrichien, dans laquelle ce discours fut prononcé (voir la « Neue Freie Presse » du 1er octobre, édition du soir) mentionne que les considérations juridiques du Herr Hussarek furent accompagnées par des interruptions venant des bancs des députés slaves. Or, pour montrer la fragilité de cette théorie absurde du corps neutre indéfinissable, nous voulons citer ce que les représentants de la Bosnie-Herzégovine pensent de leur patrie. Dans un mémoire présenté à Tisza, lors de son voyage à Sarajevo et signé par de nombreux personnages politiques de Bosnie-Herzégovine, toute idée d'une réunion quelconque de ces pays à la Hongrie est repoussée avec la dernière énergie. D'après le journal croate « Les Novosti » de Zagreb (numéro du 25 septembre), le mémoire en question parle en premier lieu des persécutions des Serbes pendant la guerre; il cite des cas concrets de mauvais traitements infligés à des innocents. Il énumère ensuite les cas de réquisitions injustes, proteste contre l'état anticonstitutionnel du pays et expose la demande politique suivante des signataires: se basant sur l'affirmation que les Serbes, Croates et Slovènes sont un seul peuple, les pays dans lesquels ils vivent doivent être réunis en un Etat indépendant, la Yougoslavie. Ce memorandum ne discute pas si cette union se fera dans le cadre de la Monarchie des Habsbourg ou hors d'elle.

C'est clair pour tout le monde sauf pour les ministres autrichiens!

## Bulgarie

La politique bulgare condamnée par les Yougoslaves.

L'origine yougoslave le « Jug », d'Ossiek, a publié le 20 septembre, à la nouvelle de la débâcle bulgare, un article instructif sur la politique anti-slave de la Bulgarie:

« Lorsque les armées allemande et autrichienne, en octobre 1915, attaquèrent avec la plus grande violence la Serbie et lorsqu'elles y pénétrèrent, les Bulgares se lancèrent contre elle de l'est et après la retraite de l'armée serbe prirent, avec les Allemands et l'Autriche, toute la rive droite du Vardar, avec Skoplje, Kumanovo, Stip, Prilep, Bitolj et les autres villes de la Macédoine serbe d'alors. Les Bulgares se trouvent donc depuis déjà trois années entières dans cette région serbe. Ils se sont très bien installés là-bas et ont tout « bulgarisé ». Leurs historiens ont écrit de gros livres comme quoi Nich, Zajelchar, Negotin, etc., sont Bulgares et ont invoqué la stipulation du traité de San Stefano de 1876. Nous n'osons pas exposer ici le système sanglant des Bulgares dans leur manière de « résoudre » le problème national bulgare, car nous avons devant nous le crayon rouge de la censure qui ne permet pas qu'on écrive sur la Bulgarie, mais nous attirons l'attention sur les articles du publiciste et député allemand Wendel, qui s'est élevé énergiquement contre les méfaits bulgares et la bulgarisation par la violence des Serbes impuissants qui étaient abandonnés à leur merci, nous rappelons le discours de Hrvoj dans le Samor croate, lequel a dévoilé toutes les horreurs et les méfaits bulgares en Serbie. »

Le discours du député du parti Starchevitch, Hrvoj, a eu une influence énorme. La presse européenne entière l'a publié, et le ministre des Affaires étrangères à Vienne a fait bien des difficultés au ban Mihalovitch. Immédiatement après ce discours, un membre de la légation de Bulgarie à Vienne est venu à Zagreb et a cherché à entrer en contact avec certains politiciens croates, mais il a été repoussé partout, il a trouvé la porte fermée partout.

Comme nous le lisons dans les journaux tchèques, ces mêmes Bulgares, adeptes convaincus de la Mitteleuropa, de Neumann, qui exposaient scientifiquement la thèse qu'ils ne sont pas des Slaves, ont envoyé leurs émissaires même à Prague après le second insuccès allemand de la Marne. Mais là-bas aussi ils furent repoussés et reçurent une telle leçon qu'ils ne l'oublieront certainement jamais. »

<sup>1</sup> V. Les Bulgares peints par eux-mêmes, chap. II et III.

<sup>1</sup> « Du mimétisme bulgare », Tribune de Genève du 30 juin 1916.

<sup>1</sup> V. notre brochure: La Macédoine. Prétentions bulgares.